

Un lobbyiste d'Israël se met en quatre comme conseiller au Parlement européen

David Cronin – The Electronic Intifada



Nuno Wahnou Martins, qui a fait de sa carrière la promotion d'Israël à Bruxelles. Image tirée d'une vidéo de B'nai B'rith International.

Un lobbyiste pro-Israël exerce un rôle direct dans l'organisation de certaines activités clés du Parlement européen sur le Moyen-Orient.

Nuno Wahnou Martins, un représentant du Congrès juif européen, se décrit lui-même comme conseiller de Fulvio Martusciello, homme politique italien de droite qui préside la commission parlementaire pour les relations avec Israël.

Depuis qu'il assume ce « titre », fin 2014, Wahnou s'est mis tellement en avant lors des réunions de la commission qu'il

apparaît comme en être « le dirigeant », m'a dit une source bien placée sous couvert d'anonymat.

L'importance qu'il a prise soulève des questions fondamentales à propos de l'indépendance de la commission (ou de la « délégation », comme elle est connue officiellement).

Le Congrès juif européen fait régulièrement pression sur l'Union européenne pour qu'elle adopte des positions favorables à Israël. A-t-il réussi à parachuter l'un de ses lobbyistes dans un poste au sein des institutions les plus puissantes de l'UE ?

Quand j'ai adressé un courriel à Wahnou avec quelques questions, il a proposé de me rencontrer. Devant un café, il a déclaré travailler en tant que consultant indépendant pour le Congrès juif européen, alors que sa qualification dans l'organisation est directeur des affaires européennes.

Wahnou a affirmé qu'il ne percevait aucun salaire pour son travail au Parlement, mais qu'il lui avait été remboursé des frais à deux reprises aux alentours de 100 €. Il a admis qu'il fonctionnait à titre de conseiller sans avoir l'approbation de l'administration du Parlement.

Le règlement du Parlement ne prévoit aucune disposition pour le recrutement de conseillers par ses membres élus – contrairement à celui d'assistants de recherche ou de personnel de secrétariat. « *Officiellement, ces fonctions (conseillers de présidents de commission) n'existent pas* » dit-il.

Transparent ?

Il a affirmé qu'il n'existait aucun conflit d'intérêts en l'espèce, et qu'il avait été transparent sur ses activités.

Une note sur son compte Twitter, par exemple, indique qu'il est un conseiller de Martusciello.

« *Il aurait été beaucoup plus facile de ne rien dire* » a ajouté Wahnou. « *Mais ce serait beaucoup moins transparent* ».

La délégation pour les relations avec Israël du Parlement européen a récemment organisé une visite à Bruxelles de ce qu'elle qualifie de « *jeunes dirigeants politiques, principalement d'Israël et de Palestine* ». Avec, au programme de la visite, la nomination de Wahnou au poste d' « assistant » de Martusciello.

J'ai demandé à l'administration du Parlement si elle considérait qu'il y avait conflit d'intérêts dans l'embauche d'un lobbyiste professionnel pro-Israël par sa délégation pour les relations avec Israël, et si elle allait étudier le problème. Marjory van den Broeke, porte-parole de l'administration, a répondu : « *Mr Martusciello n'a aucun assistant inscrit dans le registre du personnel du Parlement européen s'appelant Nuno Wahnou Martins* ».

Je l'ai alors informée que le propre compte Twitter de Wahnou le présentait comme conseiller de Martusciello, et je lui ai demandé si le Parlement rémunérait des conseillers pour les présidents de ses commissions. « *Non, il ne le fait pas* » répondit-elle.

Dédaigneux

Son attitude dédaigneuse est symptomatique d'un problème plus vaste. Le Parlement européen ne s'intéresse pas à la façon dont les lobbyistes, avec des agendas destructeurs, façonnent nombre de ses politiques et activités.

Dans mon livre *Corporate Europe (L'Europe des sociétés)*, je

montre comment des membres du Parlement ont signé et proposé des amendements aux règlements du secteur financier, des amendements qui avaient été rédigés pour eux par des banques et des fonds spéculatifs. Comme beaucoup de ces amendements furent approuvés par une majorité de parlementaires, cela eut pour effet que les propositions prétendument destinées à éviter une crise économique, du type de celle que l'Europe subit encore, ont été altérées par ceux-là mêmes qui sont à l'origine de la crise, en premier lieu.

Il se produit la même chose pour ce qui concerne les relations du Parlement avec Israël.

Du fait de sa position, Fulvio Martusciello impose le respect de l'élite israélienne. Il se sert des tribunes qui lui sont fournies pour exprimer des opinions qui vont en contradiction à la fois avec l'opinion publique en Europe, et, à l'occasion, avec la politique de l'UE.

Selon *The Jerusalem Post*, il a fait valoir que la décision de l'UE pour que les produits provenant des colonies israéliennes en Cisjordanie occupée soient étiquetés comme tels, équivalait à une « *discrimination criminelle* » contre Israël.

« *L'Europe se fait entendre quand il s'agit d'Israël, mais elle se tait quand il s'agit des 200 autres conflits à travers le monde* », a déclaré également Martusciello. Sauf que l'inverse est plus proche de la vérité : l'an dernier, l'UE a imposé un embargo sur les armes à la Russie, mais elle a refusé ne serait-ce que d'envisager l'idée même de mettre un terme à son commerce des armes avec Israël.

À titre personnel, Martusciello doit être libre de dire ce qu'il souhaite. Mais il n'est pas autorisé à inviter un lobbyiste pro-Israël à détourner véritablement la mission d'une institution publique.

Le Congrès juif européen n'est pas la voix des juifs à travers ce continent, en dépit de la façon dont il peut donner cette

impression. Au contraire, il s'agit d'un groupe de pression éminemment partisan. Prendre régulièrement une position pro-Israël, c'est rendre un mauvais service à de nombreux juifs qui sont scandalisés par l'agressivité d'Israël.

Wahnon, avocat diplômé du Portugal, a fait de sa carrière la promotion d'Israël à Bruxelles. Il avait antérieurement travaillé pour deux autres groupes pro-Israël, B'nai B'rith et les Amis européens d'Israël.

Wahnon m'a confirmé que son badge d'accès aux bâtiments du Parlement le répertorie comme stagiaire. Ce matin, j'ai téléphoné au cabinet de Martusciello, demandant à parler à Martusciello lui-même. Au lieu de cela, mon appel a été dirigé sur Wahnon.

Je ne crois pas qu'il venait juste d'arriver dans le bureau. Il est beaucoup plus probable que le lobby pro-Israël le paie pour y être, avec la démarche de gagner de l'influence.

Telle est la situation sordide d'une démocratie minée par les partisans de l'apartheid israélien – et de puissances qui ne s'en soucient guère.

Traduction : JPP pour l'Agence Média Palestine

Source: [Electronic Intifada](#)